

ROUSSEAU François

Professeur des universités en droit privé et sciences criminelles

Coordonnées professionnelles :

Université de Nantes

Faculté de droit et des sciences politiques

Chemin de la Censive du Tertre

BP 81307

44313 Nantes cedex 3

et

Centre universitaire départementale de La Roche-sur-Yon

221 rue Hubert Cailler

85035 La Roche-sur-Yon cedex

francois.rousseau@univ-nantes.fr



FONCTIONS ACTUELLES :

Professeur à la Faculté de droit de l'Université de Nantes (1^{er} sept. 2012).

Fonctions administratives :

Au sein de la Faculté de droit et des sciences politiques

- Responsable de la mention de Master « Droit pénal et sciences criminelles » (1^{er} sept. 2017) et Responsable du parcours M1 « Droit pénal et carrières judiciaires » (1^{er} sept. 2022)
- Elu au Conseil de gestion de la Faculté de droit (1^{er} mandat, déc. 2014/2^{ème} mandat, déc. 2016, 3^{ème} mandat nov. 2021)
- Référent pour les relations avec le Tribunal judiciaire de La Roche-sur-Yon (1^{er} janv. 2021)

Fonctions scientifiques :

- Membre du Conseil National des Universités (section 01) depuis 2023.
- Personnalité extérieure auprès de la Commission nationale de l'examen du CRFPA depuis 2023.
- Membre du Conseil d'administration de l'Association française de droit pénal (oct. 2017) et membre du bureau depuis 2023.
- Co-directeur du Comité éditorial de la collection « *Les sens du droit* », des éditions Dalloz (depuis mars 2021) et membre du comité (depuis 2015).

Domaine de recherche : Théorie générale de la norme pénale et de la responsabilité pénale. Analyse des interactions normatives entre le droit pénal et les autres branches du droit (v. *infra*, Annexe « Activités scientifiques »).

Laboratoires de rattachement :

Droit et Changement Social, Université de Nantes (DCS, UMR CNRS 6297)

Enseignements assurés depuis 2012 à l'Université de Nantes :

- Droit de la preuve (*Licence 1, Droit, et Master 2 Droit pénal et sciences criminelles*)
- Responsabilité civile (*Licence 2, Droit*)
- Droit pénal général (*Licence 2, Droit*)
- Droit pénal spécial (*Master 1, « Droit pénal et sciences criminelles »*)
- Droit pénal international (*Master 1, « Droit pénal et sciences criminelles »*)
- Droit pénal approfondi (*Master 2, Droit pénal et sciences criminelles*)
- Droit pénal de l'environnement (*Master 2, Droit de l'environnement et du développement durable*)
- Droit pénal général et spécial (*IEJ – Préparation à l'examen d'entrée au CRFPA et à l'ENM*)

FONCTIONS ET ACTIVITÉS ANTÉRIEURES :

Fonctions et activités administratives

Au sein de l'Université de Nantes :

- Directeur du Centre universitaire départemental de la Roche-sur-Yon (1^{er} octobre 2016 - 1^{er} novembre 2020)
- Elu à la Commission de la Formation et de la Vie Universitaire (CFVU) de l'Université de Nantes (février 2016 – mars 2020)
- Président de la Commission de discipline de l'Université de Nantes (juin 2016 – mars 2020)

Au sein de la Faculté de droit et des sciences politiques de Nantes :

- Vice-doyen aux formations (1^{er} juill. 2014 au 1^{er} octobre 2016)
- Elu au Conseil de laboratoire de « Droit et Changement Social » (2013-2016)
- Coresponsable du parcours de M1/M2 « Droit pénal et carrières judiciaires » (1^{er} sept. 2017 – 1^{er} sept. 2022)
- Coresponsable du parcours de Master « Droit pénal et sciences criminelles » (1^{er} sept. 2013 – 1^{er} sept. 2017)

A l'Université de Bretagne-Sud :

- Directeur du Master 1 « Droit privé » (1^{er} sept. 2010 au 31 août 2012).
- Coresponsable du Master 2 « Droit des affaires et nouvelles technologies » (1^{er} sept. 2010 au 31 août 2012).
- Elu au conseil de Faculté de l'UFR « Droit, Sciences Economiques et de Gestion » (DSEG) au sein du collège A (1^{er} novembre 2009 au 31 août 2012).
- Coordinateur de la rédaction du contrat quadriennal pour la mention de Master « Droit public et Droit privé » (2010 à 2012)

Enseignements :

Formation pour l'ENM : Journée d'actualisation en droit pénal pour les magistrats (CA Rennes 2019)

En qualité de Professeur (Université de Bretagne-Sud/2009-2012) :

- Introduction générale au droit (*Licence 1, Droit*)
- Responsabilité civile délictuelle (*Licence 2, Droit*)
- Droit pénal spécial (*Master 1, Droit privé*)
- Droit pénal de l'entreprise (*Master 2 professionnel, Droit des affaires et nouvelles technologies*)
- Responsabilité civile et pénale des dirigeants (*Master 2 professionnel, Management des ressources humaines*)

En qualité de Maître de conférences (Université de Bordeaux/2008-2009)

- Introduction générale au droit (*Licence 1, Sciences économiques*)
- Responsabilité civile délictuelle (*M2 recherche Droit pénal et M2 professionnel Droit des assurances*)
- Droit pénal général et procédure pénale (*Capacité en droit*)
- Travaux dirigés de Droit pénal général et spécial, et procédure pénale (*IEJ*)

En qualité d'allocataire de recherche, puis d'ATER (Université de Bordeaux/2003-2008) :

- Introduction générale au droit (*Licence 1, Droit*)
- Droit des personnes et de la famille (*Licence 1, Droit*)
- Droit des obligations (*Licence 2, Droit*)
- Droit pénal général (*Licence 2, Droit/I.E.J.*)
- Procédure pénale (*Licence 3, Droit/I.E.J.*)
- Droit pénal spécial (*Master 1, Droit/I.E.J.*)

Autres activités :

- 2003/2004 : Assistant de justice auprès du Parquet du T.G.I. de Périgueux

TITRES ET PARCOURS UNIVERSITAIRES :

1^{er} sept. 2012 : Professeur à l'Université de Nantes

1^{er} sept. 2009 : Professeur à l'Université de Bretagne-Sud

Juin 2009 : Reçu au premier concours d'agrégation de droit privé et sciences criminelles (Jury présidé par B. Teyssié)

1^{er} sept. 2008 : Maître de conférences à l'Université de Bordeaux

1^{er} oct. 2006 : A.T.E.R. à l'Université de Bordeaux

1^{er} oct. 2004 : Allocataire de recherche-Moniteur à l'Université de Bordeaux

1^{er} oct. 2003 : Allocataire de recherche-A.T.V. à l'Université de Bordeaux

2007 : Doctorat en Droit privé et sciences criminelles, *mention très honorable avec félicitations* (Université de Bordeaux) ;

Thèse portant sur « *L'imputation dans la responsabilité pénale* », sous la direction de J.-Ch. Saint-Pau ;

Prix de thèse « Emile Garçon » décerné par l'Association française de droit pénal (2010)

2003 : D.E.A. en Droit pénal et sciences criminelles, *mention bien* (Université de Bordeaux)

2002 : Maîtrise en Droit privé, *mention bien* (Université de Bordeaux)

Certificat de sciences criminelles, *mention assez-bien* (Université de Bordeaux)

2001 : Licence en Droit, *mention bien* (Université de Bordeaux)

2000 : D.E.U.G. de Droit, *mention assez-bien* (Université de Nantes)

ANNEXE « ACTIVITÉS SCIENTIFIQUES » :

Ouvrages et direction d'ouvrages collectifs :

- « *Les mots du droit, les choses de justice* », Mélanges en l'honneur de Jean Danet, Dalloz 2020 (ss-dir. F. Rousseau).
- Préface à l'ouvrage du collectif « Raison garder », *Mineurs et sexualité, des lois en débat*, Dalloz 2020.
- « *Les réponses du Droit aux crises sanitaires* », L'Harmattan, juin 2016 (ss-dir. F. Rousseau & Karine Foucher).
- « *Traité des droits de la personnalité* » par J.-C. Saint-Pau (ss dir.), rédactions des chapitres relatifs à « la personnalité juridique », « la diffamation et l'injure » et « le droit de réponse et de rectification », LexisNexis, 2013.
- « *Droit pénal spécial* », Bréal, 2011 (Manuel coécrit avec R. Ollard ; 475 pages) ; 2^{ème} édition, 2015.
- « *L'imputation dans la responsabilité pénale* », Dalloz, Nouvelle bibliothèque des thèses, 2009.

Contributions Encyclopédies :

- J.-Cl. Code pénal, Art. 410-1, Fasc. 20, *Atteintes aux intérêts fondamentaux de la nation. Généralités, Historique*, 2012 (actualisation du fascicule d'A. Vitu).
- J.-Cl. Code pénal, Art. 411-1 à 411-11, Fasc. 20, *Atteintes aux intérêts fondamentaux de la nation. Trahison et espionnage*, 2012.
- J.-Cl. Code pénal, Art. 412-1 à 412-8, *Atteintes aux intérêts fondamentaux de la nation. Autres atteintes aux institutions de la République*, 2013.
- J.-Cl. Code pénal, Art. 413-1 à 413-12, *Atteintes aux intérêts fondamentaux de la nation. Autres atteintes à la défense nationale* (actualisation du fascicule d'A. Vitu, 2015).
- J.-Cl. Code pénal, Art. 414-1 à 414-9, *Atteintes aux intérêts fondamentaux de la nation. Dispositions particulières* (actualisation du fascicule d'A. Vitu, 2015).

Chroniques (co-titulaire de la chronique de droit pénal général à la Revue pénitentiaire et de droit pénal aux éditions Cujas, depuis 2013) :

- *Revue pénitentiaire et de droit pénal* 2021, n° 3, (à paraître) « *La modulation dans le temps des revirements de jurisprudence en matière pénale* » : obs. ss Crim. 30 juin 2021, n° 20-81570.
- *Revue pénitentiaire et de droit pénal* 2020, n° 3, (à paraître) « *La relativité du principe de rétroactivité in mitius* » : obs. ss Crim. 7 janv. 2020, n° 18-83074 ; Crim. 10 mars 2020, n° 18-85832.
- *Revue pénitentiaire et de droit pénal* 2019, n° 3, (p. 609) « *L'enjeu de la classification matérielle des infractions* » : obs. ss Crim. 27 mars 2019, n° 18-82484 ; Crim. 5 juin 2019, n° 18-80783 ; Crim. 19 juin 2019, n° 18-85725.
- *Revue pénitentiaire et de droit pénal* 2018, n° 3, (p. 579) « *La justification tirée du principe de fraternité* » : obs. sous Cons. const. 6 juill. 2018, n° 2018-717/718 QPC ; 6 sept. 2018, n° 2018-770 DC.
- *Revue pénitentiaire et de droit pénal* 2016, n° 3, (p. 613 à 621), « *Le droit pénal, les droits de l'homme et le juge* » : obs. ss CEDH 12 juill. 2016, n° 50147/11, *Reichman c/ France* ; CEDH 11 févr. 2016, n° 42534/09, *Mitrova and Savik c/ The former Yugoslav Republic of Macedonia* ; CEDH 7 avril 2015, n° 6884/11, *Cestaro c/ Italie* (proportionnalité des peines) ; Cons. const. 22 juill. 2016, n° 2016-554 QPC ; Cons. const. 24 juin 2016, n° 2016-545 QPC (proportionnalité des peines) ; Cass. 1^{re} civ. 6 avril 2016, n° 15-10552 (application dans le temps des revirements de jurisprudence)

- *Revue pénitentiaire et de droit pénal* 2015, n° 3 (p. 579 à 589), « *Droit pénal transitoire et droit pénal en mouvement* » : obs. ss Crim., 6 mai 2015, n° 15-80076, Crim., 31 mars 2015, n° 14-86584 et Crim., 6 janv. 2015, n° 14-84694 (application dans le temps des lois de procédure) ; Crim., 15 avril 2015, n° 14-82172, Crim., 14 avril 2015, n° 14-84473 et Crim., 31 mars 2015, n° 14-86584 (application dans le temps des lois de fond).
- *Revue pénitentiaire et de droit pénal* 2014, n° 3 (p. 629 à 638) : obs. ss Cass. crim., 26 février 2014, pourvoi n° 13-87.888 (norme pénale ; application de la loi pénale dans le temps et droit pénal international) ; Cass. crim., 1^{er} avril 2014, pourvoi n° 12-86501 ; Cass. crim., 6 mai 2014, pourvoi n° 12-81.937, 13-81.406 et 13-82.677 ; Cass. crim., 13 mai 2014, pourvoi n° 13-81.240 (Responsabilité pénale des personnes morales ; conditions d'imputation) ; Crim. 25 mars 2014, n° 13-80.376 (Responsabilité pénale des personnes morales ; représentant et salarié délégué).
- *Revue pénitentiaire et de droit pénal* 2013, n° 3 (p. 625 à 638) : obs. ss Crim. 26 juin 2013, n° 12-88.265 et Crim., 11 décembre 2012, n° 11-86.415 (légitimité de la norme pénale ; application de la loi pénale dans le temps) ; Crim. 23 avril 2013, n° 12-81937 et Crim. 29 mai 2013, n° 12-85427 (causalité certaine ; auteur direct/indirect) ; Crim. 25 juin 2013, n° 11-88037 et Crim. 18 juin 2013, n° 12-85917 (délégation de pouvoir des dirigeants ; responsabilité pénale des personnes morales).

Chroniques (co-titulaire de la chronique législative à la *Revue de sciences criminelles* aux éditions Dalloz, depuis 2018) :

- *Revue de sciences criminelles* 2024, n° 2 (p. 421), *Le renforcement de la répression envers les élus* (Loi n° 2024-247, 21 mars 2024).
- *Revue de sciences criminelles* 2023, n° 2 (p. 388), *La coopération de la France à l'exécution des peines prononcées par la Cour pénale internationale* (Loi n° 2023-115, 21 févr. 2023).
- *Revue de sciences criminelles* 2022, n° 2, (p. 403) « *Juger les mauvais fous* » (Loi n° 2022-52, 24 janvier 2022).
- *Revue de sciences criminelles* 2021, n° 2, (p. 453) « *Le renforcement de la répression des infractions sexuelles contre les mineurs* » (Loi n° 2021-478, 21 avril 2021).
- *Revue de sciences criminelles* 2020, n° 2, (p. 415) « *Le droit pénal de l'état d'urgence sanitaire* » (Décret n° 2020-264, 17 mars 2020 ; Loi n° 2020-290, 23 mars 2020 ; Décret n° 2020-293, 23 mars 2020 ; Loi n° 2020-546, 11 mai 2020 ; Décret n° 2020-548, 11 mai 2020).
- *Revue de sciences criminelles* 2019, n° 2, (p. 461) « *Le volet pénal de la loi anticasseurs* » (Loi n° 2019-920, 10 avril 2019) ; (p. 469) « *La répression des rodéos motorisés* » (Loi n° 2018-701, 3 août 2018).
- *Revue de sciences criminelles* 2018, n° 2, (p. 533) « *L'incitation de mineurs à participer à un groupement terroriste* » (Loi n° 2017-1510, 30 oct. 2017) ; (p. 538) « *L'adaptation au droit de l'Union européenne* » (Loi n° 2018-133, 23 févr. 2018).

Articles et notes :

- *Causalité et responsabilité pénale*, in « Causalité(s) » (ss-dir. A. Jacquemet-Gauche & S. Brimo), IFDJ 2025 (à paraître).
- *Trente ans d'irresponsabilité pénale (1994-2024)*, Lexbase pénal, mars 2024, p. 34.
- *Tentative d'éclaircissement de l'obscur article 121-3, alinéa 4, du Code pénal*, in Mélanges P. Conte, LexisNexis, 2023, p. 733.
- (*Retour sur*) *L'effet utile de la QPC en matière pénale*, in Liber amicorum en hommage à Y. Capdepon, Bière, 2023, p. 279.
- *Le harcèlement moral institutionnel à l'aune des principes directeurs du droit pénal*, in Dossier « Le droit pénal au secours de la justice sociale. Variations autour du procès France Télécom », Amplitude du droit [en ligne], 2/2023.
- *Répression et liberté d'expression des « décrocheurs » : le juge pénal en quête de proportionnalité*, JCP G 2022, 879.
- *L'interprétation littérale de la compétence pénale extraterritoriale en matière d'infractions à la réglementation des transports routiers*, JCP G 2022, 423.
- *Prévention d'actes de terrorisme et renseignement, Commentaire de la loi n° 2021-998 du 30 juillet 2021*, Revue Droit pénal 2021, étude 18 (coécrit avec P. Rousseau).
- *De l'abolition du discernement consécutif à la consommation de produits stupéfiants*, note sous Crim. 14 avril 2021, JCP G 2021, 521.
- *Regard critique sur le caractère interprétatif des dispositions de l'article 222-22-1 du Code pénal*, Recueil Dalloz 2021, p. 860.
- « *La capacité pénale du mineur* », in *Un Code de la justice pénale des mineurs, quelle(s) spécificité(s) ?*, Dalloz 2021, p. 107.
- « *Le traitement pénal du malade mental* », in Mélanges Jean Danet, Dalloz 2020, p. 111.
- « *Valeurs sociales protégées et environnement* », in *L'empreinte des valeurs sociales protégées en droit pénal*, Dalloz 2020, p. 83.
- « *Epilogue judiciaire de l'affaire AZF, suite et fin !* » (note sous Crim. 17 déc. 2019), JCP G 2020, 342.
- « *Procédure pénale et droit de la famille* » (avec S. Grunvald), in *Le droit processuel de la famille*, (ss-dir. Ch. Bahurel & R. Laher), Dalloz, 2020, p. 171.
- « *L'apport de la QPC à la protection des droits et libertés en droit pénal substantiel* », in *L'apport de la QPC à la protection des droits et libertés*, (ss-dir. K. Foucher), Dalloz, 2020, p. 229.
- « *Pour une répression non pénale des personnes morales* », in Mélanges B. Teyssié, LexisNexis 2019, p. 515.
- « *L'efficacité des peines en matière politique* », in *Le droit pénal électoral*, (ss-dir. D. Déchenaud & R. Rambaud), IFJD/Lextenso 2019, p. 41.
- « *La simplification de la procédure pénale - Rapport de synthèse* », in *La simplification de la procédure pénale*, (ss-dir. Y. Carpentier & A. Giudicelli), PUAM 2019, p. 183 ; Lexbase pénal n° 7, 19 juill. 2018, p. 110.
- « *La responsabilité de la personne physique : l'imputabilité de la faute en droit pénal économique* », in *Le droit pénal économique : un droit pénal très spécial ?* (ss-dir. V. Valette-Ercole), Cujas 2018, p. 51.
- « *L'amende civile face aux principes directeurs du droit pénal* », JCP G 2018, 686.
- « *Légalité et légitimité du juge en matière pénale* », in Mélanges J.-F. Seuic : PUN – Editions universitaires de Lorraine, 2018, p. 657.
- « *Le principe de précaution dans le contentieux pénal français* », in L. D'Ambrosio, G. Giudicelli-Delage et S. Manacorda (ss-dir.), *Principe de précaution et métamorphoses de la responsabilité* : Mar & Martin, 2018, pp. 131-150.
- « *Epilogue judiciaire de l'affaire AZF ?* » (note sous CA Paris 31 oct. 2017) : JCP G 2018, 107.
- « *Approche comparée en matière terroriste – Propos introductifs* », Rev. pénit. 2017, n° 1, p. 63.
- « *Exposition aux poussières d'amiante et mise en danger d'autrui* », note sous Crim. 19 avril 2017 : JCP G 2017, 610.
- « *Technique et éthique du droit pénal français de l'environnement* », Revue Environnement et développement durable, 2017, études 10 ; contribution traduite en italien sous le titre : « *La tutela penale dell'ambiente nel Testo unico ambientale e nel Codice penale* », par L. Cornacchia & N. Pisani (ss-dir.), rédaction du chapitre relatif au droit pénal français de l'environnement : Zanichelli Editore (Bologna), 2017.
- « *Régression du pardon et émergence d'un impardonnable en droit* », in *Le pardon, un défi dans l'histoire*, éditions du Centre vendéen de recherche historique, 2017, p. 59.

- « *La légitimité du droit de punir face au multilinguisme et à la liberté de circulation des personnes au sein de l'UE* » (avec Y. Capdepon) : Revue des affaires européennes, 2016/3, p. 391.
- « *Lumières sur la complicité des délits d'imprudence* » (note sous *Crim. 13 sept. 2016*), JCP G 2016, 1067.
- « *L'exception terroriste dans la procédure pénale française* », Journal of Eastern-European criminal law, 2016, n° 1, p. 132.
- « *Commentaire de la loi n° 2016-339 du 22 mars 2016, relative à la prévention et à la lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs* », Revue Droit pénal 2016, étude n° 9.
- « *L'articulation des contentieux civil, administratif et pénal : entre complémentarité et concurrence* », in *Environnement et développement durable dans les politiques de l'Union européenne, actualités et défis*, (ss-dir. G. Brovelli & M. Sancy), PUR 2017.
- « *Tempête Xynthia : révision en appel de la condamnation du maire* », obs. sous CA Poitiers 4 avril 2016, n° 16/00199 : Recueil Dalloz 2016, p. 949.
- « *De l'obligation positive des Etats de protéger les femmes victimes de violences conjugales, avant qu'il ne soit trop tard...* », obs. sous CEDH 23 févr. 2016, n° 55354/11, *Civek c/ Turquie* : JCP G 2016, p. 563.
- « *La paix des familles éclipsée par la lutte contre les violences conjugales* », note sous Cass. crim., 2 juin 2015 : JCP G 2015, p. 999.
- « *Le principe de nécessité. Aux frontières du droit de punir* » : Revue de sciences criminelles et de droit comparé, 2015 p. 257.
- « *Principe de précaution et devoir de punir* », Revue pénitentiaire et de droit pénal 2015, p. 281.
- « *Réflexion sur la répression civile des atteintes à l'environnement. A propos du rapport remis au garde des sceaux le 17 septembre 2013 relatif à la réparation du préjudice écologique* » : Revue Environnement et développement durable 2014, étude n° 3.
- « *Essai d'une reconfiguration des infractions pénales contre les personnes à l'aune des scandales sanitaires* » : Dr. pén. 2013, étude n° 11 ; thèmes abordés : empoisonnement, administration de substances nuisibles, homicide et blessures non intentionnels et exposition d'autrui à un risque.
- « *La perte d'un droit à indemnisation, une possible sanction répressive* » (à propos de la décision du Conseil constitutionnel du 20 juillet 2012, n° 2012-266 QPC) : D. 2012, p. 2684
- « *Le médecin face à la mort. De quelques aspects techniques de la responsabilité pénale médicale.* » : AJ pén. 2012, p. 372 ; thèmes abordés : imprudence, causalité, risque causé à autrui et euthanasie.
- « *La victime des infractions contre les personnes : personne humaine ou personne juridique ?* » : Rev. pénit. 2012, p. 805 ; thèmes abordés : notion de personnalité juridique, personne humaine, protection pénal de l'enfant à naître, droits de la personnalité et personnes morales.
- « *De quelques réflexions sur la responsabilité collective. Aspect de droit civil et pénal* » : Revue Dalloz, 2011, p. 1983 ; thèmes abordés : faute collective, garde collective, causalité, coaction.
- « *La répartition des responsabilités pénales dans l'entreprise* » : Revue de sciences criminelles et de droit comparé, 2010, p. 806 ; thèmes abordés : la responsabilité pénale du chef d'entreprise, du préposé et de la personne morale.
- « *Observations sur la répression inégalitaire de l'imprudence* », in *La réforme du Code pénal et du Code de procédure pénale - Opinio doctorum*, sous la direction de V. Malabat et B. De Lamy, Dalloz, 2009, p. 43 ; thèmes abordés : l'imprudence, la causalité et les personnes morales.
- « *L'application dans le temps des nouvelles dispositions du 25 février 2008 relatives à l'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental (A propos de l'arrêt de la chambre criminelle du 21 janvier 2009)* » : Revue Droit pénal, 2009, étude n° 9 ; thèmes abordés : l'application de la loi pénale dans le temps, l'irresponsabilité pénale pour trouble mental et les mesures de sûreté.
- « *L'introduction des faits justificatifs dans le Code civil par l'avant-projet de réforme du droit des obligations et de la prescription* » : Revue pénitentiaire et de droit pénal, 2008, p. 539 ; thèmes abordés : les faits justificatifs, la responsabilité civile du fait personnel et la responsabilité civile du fait des choses.
- « *Complice ou auteur indirect d'une infraction non intentionnelle ?* » : Revue Droit pénal, 2007, étude n° 11 ; thèmes abordés : la complicité et la notion d'auteur indirect au sens de l'article 121-3, alinéa 4, du Code pénal.

- Note sous CA Agen, 23 février 2006 : Cahiers de jurisprudence d'Aquitaine et Midi-Pyrénées, 2006, p. 624 ; thèmes abordés : la complicité, la notion d'auteur indirect et de faute qualifiée au sens de l'article 121-3, alinéa 4, du Code pénal.

Colloques et travaux collectifs :

Encadrement :

- Codirection scientifique (avec Sylvie Grunvald, MCF HDR et Nicolas Rafin, MCF en Sociologie) du colloque « *L'instauration des Cours criminelles en France, de l'expérimentation à la généralisation : enjeux et perspectives* » (Université de Nantes, 11 avril 2024).

- Direction scientifique de Mélanges en l'honneur de Jean Danet (comité scientifique : Virginie Gautron, Sylvie Grunvald et Gildas Roussel), parution aux éditions Dalloz courant 2020.

- Direction scientifique d'une journée d'étude de droit pénal comparé sur le thème de « l'exception terroriste » entre les droits français, américain, anglais, allemand, espagnol, italien et roumain (Université de Nantes, mai 2016).

Actes publiés à la Revue pénitentiaire et de droit pénal 2017, n° 1, pp.63-133.

- Codirection scientifique (avec Karine Foucher, MCF HDR en Droit public) du colloque portant sur « *Les réponses du Droit aux crises sanitaires* » sous la forme de regards croisés entre le droit civil, pénal, public et européen (Université de Nantes, octobre 2015). Actes publiés aux éditions l'Harmattan (juin 2016).

Contributions (colloques) :

- « *La répression pénale face au changement climatique : imputer* », Colloque « Le droit pénal face au changement climatique » (Poitiers, mars 2023)

- « *Le harcèlement moral institutionnel à l'aune des principes directeurs du droit pénal* », Colloque « Le droit pénal au secours de la justice sociale. Variations autour du procès France Telecom » (Rennes, oct. 2022).

- « *Retour sur l'imputation dans la responsabilité pénale* », Journée en hommage au Professeur Jean Pradel (Poitiers, juin 2022).

- « *Fondement de la répression des personnes morales et articulation des responsabilités entre personnes morales et dirigeants* », Séminaire organisé par l'IRJS et la Société de législation comparée (Univ. Paris 1, juin 2022).

- « *Anticipation criminelle et terrorisme* », contribution au colloque intitulé « Des actes de terreur aux politiques de Terreur. Usages et sanctions du terrorisme » organisé par l'Institut Catholique d'Etudes Supérieures (La Roche sur Yon, janvier 2020). Actes publiés aux Presses académiques du Catholic Institute of Advanced Studies (sous le titre « Les manifestations de la Terreur à travers les siècles »).

- « *Valeurs sociales protégées et environnement* », contribution au Colloque « L'empreinte des valeurs sociales protégées en droit pénal par l'équipe de recherche Louis Josserand (Lyon 3, juin 2019). Actes publiés chez Dalloz 2020.

- « *L'efficacité des peines en matière politique* », contribution au Colloque « Le droit pénal électoral » organisé par le Centre de recherche juridique de l'Université Grenoble-Alpes (Grenoble mars 2019). Actes publiés par l'IFDJ/Lextenso 20019.

- Colloque international : « *La coopération opérationnelle en droit pénal de l'Union européenne* » (Nantes, février 2019). Présidence du panel consacré à « *La création du parquet européen* ».

- « *Procédure pénale et droit de la famille* » (avec S. Grunvald), contribution au colloque « Droit processuel de la famille » (Nantes, 16 novembre 2018). Actes publiés chez Dalloz 2020.

- « *L'apport de la QPC à la protection des droits et libertés en droit pénal substantiel* », contribution au colloque « L'apport de la QPC à la protection des droits et libertés dans les différents champs du droit » (Nantes, 12 octobre 2018). Actes publiés chez Dalloz, 2020.

- « *La simplification de la procédure pénale* », Rapport de synthèse du colloque « La simplification de la procédure pénale » (Corté, 23 mars 2018). Actes publiés au PUAM, 2019.
- « *Cinquante ans de droit de la responsabilité. Regard croisé sur les responsabilités civile et pénale* », contribution au colloque organisé pour les cinquante ans de la Faculté de droit et des sciences politiques de Nantes (13 octobre 2017).
- « *La responsabilité de la personne physique : l'imputabilité de la faute en droit pénal économique* », contribution au colloque « Le droit pénal économique : un droit pénal très spécial ? » (Perpignan, 28 avril 2017). Actes publiés chez Cujas, 2018.
- Rapport de synthèse du colloque des jeunes pénalistes francophones (3^{ème} édition) portant sur « *La prévention et le combat du terrorisme par les moyens du droit pénal* » (Iasi, Roumanie, 15-16 décembre 2016).
- « *La procédure pénale applicable au terrorisme* », contribution au colloque : « *La lutte contre le terrorisme* » organisé par le CRDFED (Université de Caen) avec le soutien de la Mission de Recherche Droit et Justice (novembre 2015). Actes publiés chez Pedone 2017.
- « *L'enseignement des sciences criminelles au défi de l'instabilité du périmètre du droit pénal (dépenalisation versus inflation pénale)* », contribution au séminaire en l'honneur du Doyen Georges Fournier portant sur « *les défis intellectuels de l'enseignement des sciences criminelles dans les facultés de droit* » organisé par l'IODE (Université Rennes 1, juin 2015)
- « *Le principe de précaution dans le contentieux pénal français* », contribution à la recherche collective intitulée « *Dynamiques normatives du principe de précaution et métamorphoses de la responsabilité juridique* » menée par l'UMR de droit comparé de l'Université Paris I avec le soutien de la Mission de Recherche Droit et Justice (Paris, mars 2015).
- « *Le pardon peut-il avoir une dimension collective ? Le point de vue du juriste* », contribution au colloque pluridisciplinaire et international intitulé « *Le pardon, un défi dans l'histoire* » organisé par l'Institut Catholique d'Etudes Supérieures (La Roche sur Yon, février 2015).
- « *Le principe de nécessité. Aux frontières du droit de punir* », contribution au colloque international consacré au 250^{ème} anniversaire de la publication du *Traité des délits et des peines* de Beccaria (Université Federico II de Naples, décembre 2014).
- « *Devoir de punir et principe de précaution* », contribution aux rencontres franco-canadiennes à l'Université McGill de Montréal (mai 2014) dans le cadre d'un contrat GIP de la Mission de recherche Droit et justice relatif à « *l'étude comparative des influences du principe de précaution sur la responsabilité juridique* », dirigé par M. Boutonnet (CERIC UMR 7318 CNRS, Université Aix-Marseille). Actes publiés à la Revue de droit de l'Université de Sherbrooke (à paraître 2015/2016) :
- « *L'articulation des contentieux civil, administratif et pénal : entre complémentarité et concurrence* », contribution au colloque : « *L'intégration de l'environnement dans les politiques de l'UE* » (DCS, Université de Nantes, novembre 2013). Actes publiés par les Presses Universitaires de Rennes sous le titre « *Environnement et développement durable dans les politiques de l'Union européenne, actualités et défis* », (ss-dir. G. Brovelli & M. Sancy), 2016, à paraître.
- Colloque : « *La protection pénale de l'environnement* » (ISCJ, Université Montesquieu-Bordeaux IV, février 2013). Présidence de la demi-journée consacrée à « *La protection pénale nationale de l'environnement* ». Actes publiés par les Travaux de l'institut de sciences criminelles et de la justice de Bordeaux, Cujas, 2014, vol. n° 4, p. 255.
- « *L'(ir)responsabilité de la personne pour trouble mental* », contribution au colloque : « *Droit constitutionnel et grands principes du droit pénal* » (ISCJ, Université Montesquieu-Bordeaux IV, novembre 2012). Actes publiés chez Cujas sous le même titre, 2013, p. 119.
- « *La fonction réparatrice de la responsabilité pénale* », contribution au colloque du XX^e congrès de l'Association française de droit pénal : « *Le droit pénal et les autres branches du droit : regards croisés* » (ISCJ de l'Université Montesquieu-Bordeaux IV, octobre 2011). Actes du colloque publiés par Cujas sous le même titre (collection Actes & études), 2012, p. 125.
- « *L'utilité des infractions de presse incriminées par la loi du 29 juillet 1881 ?* », contribution au colloque : « *Droit pénal et droit de la presse : faut-il maintenir les spécificités de la loi du 29 juillet 1881 ?* » organisé par l'ISCJ (Université Montesquieu-Bordeaux IV, janvier 2011). Actes publiés par les Travaux de l'institut de sciences criminelles et de la justice de Bordeaux, Cujas, 2011, vol. n° 1, p. 121.

- « *Le risque pénal et l'élu local* », contribution au colloque : « *Les voies de refondation de la vie politique locale* » organisé par l'IREA (Université de Bretagne-Sud, avril 2010). Actes publiés par L'Harmattan, sous le titre : « *Les mutations de la démocratie locale* », 2011, p. 171.
- « *Dangerosité et sanctions pénales* », contribution à la XXXIIIème journée de l'Institut de criminologie de l'Université Panthéon-Assas (Paris II) : « *La dangerosité : regards croisés du juriste et du criminologue* » (mars 2010). Actes publiés par les Essais de philosophie pénale et de criminologie de l'Institut de criminologie de Paris, sous le titre : « *Peine, Dangerosité. Quelles certitudes ?* », Dalloz, Vol. 9, 2010, p.265.
- « *L'unité des fautes pénales et civiles* », contribution au colloque : « *Le temps des réformes en droit pénal* » organisé par le Groupe de recherche sur la réforme du Code pénal et du Code de procédure pénale et l'Institut de sciences criminelles de l'Université Montesquieu Bordeaux IV (7,8 et 9 octobre 2009). Actes publiés par LexisNexis (collection Colloques & débats), sous le titre : « *Droit pénal : le temps des réformes* », 2011, p. 119.

Direction de thèse :

Thèses soutenues :

- « *La responsabilité pénale des personnes morales. Approches de droit comparé entre le droit français et le droit sénégalais* », Mafama Diop (soutenue le 13 novembre 2023)
- « *Minorité et droit pénal. Etude comparative entre les systèmes répressifs français et colombien.* », Johanna Smith-Rangel (soutenue le 14 juin 2021) ;
- « *La légitimité de l'infraction* », Pierre Rousseau (soutenue le 22 octobre 2019) ;
- « *La privation de liberté sans condamnation pénale. Etude de droit comparé en droit français et en droit syrien* », Yassine Al Sara (soutenue le 3 décembre 2018) ;
- « *L'équité en droit pénal. Etude de droit comparé en droit français et en droit roumain* », Monica Dinu, en cotutelle avec l'Université de l'Ouest de Timisoara (Roumanie) (soutenue le 18 octobre 2016) ;

Thèses en cours :

- « *L'incrimination du projet criminel* », Clarisse Le Roux (2018, soutenance 15 novembre 2024) ;
- « *Les algorithmes dans le processus pénal* », Océane Mahé (2019) ;
- « *Le droit pénal transitoire* », Grégory Thomas (2021).
- « *Adaptation de la justice pénale à la délinquance lucrative organisée* », Emmanuel Aubry (2023).
- « *La direction de la police judiciaire par le procureur de la république : une analyse sociojuridique de leurs interdépendances, modes relationnels et ajustements mutuels* », Lucas Grébert (2024), en co-direction avec Virginie Gautron MC HDR à Nantes-Université).

Direction de mémoire de recherche ayant donné lieu à une publication (rédaction de la préface) :

- « *La répression du négationnisme* », Grégory Thomas, L'Harmattan, 2022.
- « *L'infraction politique* », Clarisse Le Roux (2018), L'Harmattan, 2018.
- « *Autonomie personnelle et droit pénal* », Pierre Rousseau (2016), L'Harmattan 2016.
- « *Le statut pénal de l'animal* », Marie Perrin (2015), L'Harmattan, 2016.

Participation à des jurys scientifiques :

Jurys pour l'habilitation à diriger des recherches :

- Gildas Roussel, Brest (décembre 2017)

Jurys de thèses :

- P.-F. Laslier, *Réseaux sociaux numériques et responsabilité pénale*, Bordeaux (2024).
- A. Lucidarme, *Fraude fiscale et droit pénal*, Lille (2023).
- M. Medjkane, *Secret professionnel et politique criminelle, au prisme du partage d'informations confidentielles*, Nantes (2023).

- A. Costes, *La responsabilité pénale du fait des choses*, Bordeaux (2022).
- M. Paumelle, *Contribution à l'analyse du traitement pénal des auteurs d'infractions à caractère sexuel. Réflexion au regard du principe d'utilité*, Caen (2022).
- K. Aboboyaya, *Les infractions en haute mer. Etude comparative entre les droits français et togolais*, Bordeaux (2022).
- C. Nann, *La responsabilité pénale des dirigeants d'entreprise au Cambodge à la lumière du droit français*, Lyon 3 (2021).
- C. Mandon, *L'identité de la notion de sanction pénale en droit pénal français*, Bordeaux, 2020 (Rapporteur).
- S. Goudjil, *Analyse idéologique des réformes pénales depuis 1981*, Tours, 2019 (Président).
- E. Calvo, *Accidents de masse et responsabilité pénale*, Bordeaux, 2018 (Rapporteur).
- A. Al Ajeeli, *La protection pénale des ressources pétrolières. Etude comparative franco-irakienne*, Bordeaux, 2018 (Rapporteur).
- R. Touijer, *Nul n'est responsable pénalement que de son propre fait*, Poitiers, 2017.
- E. Gomez, *L'imputabilité en droit pénal*, La Rochelle, 2017 (Rapporteur).
- S. Brézillon, *De la peine patrimoniale au patrimoine pénal*, Nantes, 2017.
- M. Airieau, *Le traitement judiciaire des auteurs de violences au sein du couple*, Strasbourg, 2017 (Président).
- C. Ballot-Squirawski, *Les éléments constitutifs – Essai sur les composantes de l'infraction*, Paris-Sud, 2017 (Rapporteur).
- B.-C. do Rego, *La fusion-acquisition à l'épreuve du droit pénal*, Caen, 2017 (Président).
- M. Brénaut, *Le renouveau des mesures de sûreté en droit pénal français*, Paris 2, 2016 (Rapporteur).
- E. Dubourg, *Les services pénitentiaires d'insertion et de probation à l'aune de la prévention de la récidive*, Nantes, 2015.
- H.-S. Esfahani, *Le mineur en danger et la politique criminelle. Etude comparative entre la France et l'Iran*, Nantes, 2015 (Président).
- A.-C. Arrighi, *La condition pénale de l'enfant avant sa naissance. De la non-reconnaissance à la protection*, La Rochelle, 2015 (Rapporteur).
- P. Cazalbou, *Etude de la catégorie des infractions de conséquences : contribution à une théorie des infractions conditionnées*, Toulouse, 2014 (Rapporteur)
- A. Iftimiéi, *La constitutionnalisation du droit pénal roumain et français. Etude de droit comparé*, Iasi, 2014 (Rapporteur).
- G. Rabut-Bonaldi, *Le préjudice en droit pénal*, Bordeaux, 2014 (Rapporteur).
- A. Amalfitano, *La responsabilité pénale de la personne morale en Europe. Etude de droit comparé*, Naples, Université Frederico II, 2014 (Rapporteur).
- A. Hussin, *La parenté en droit pénal. Etude comparative des droits français et lybien*, La Rochelle, 2014 (Rapporteur).
- Y.-J. Ratineau, *La privatisation de la répression pénale*, Aix-Marseille, 2013 (Rapporteur).
- J. Lagoutte, *Les conditions de la responsabilité en droit privé*, Bordeaux IV, 2012.
- D. Volosevici, *Analyse multi-facettes de l'intégration des salariés dans les sociétés commerciales en France et en Roumanie*, Bretagne-Sud, 2012 (Président).
- A. Rabani, *L'imputation des infractions d'affaires*, Bordeaux IV, 2009 (Rapporteur).

Autres jurys :

- Chargé de mission pour l'organisation du prix de thèse Emile Garçon de l'Association française de droit pénal (depuis 2023).
- Evalueur pour le prix de thèse ENM (juillet 2022, 2023, 2024).
- Présidence des jurys rectoraux de l'Institut catholique de l'enseignement supérieur (ICES) de la Roche sur Yon pour la Licence « Droit » (depuis 2015).
- Concours de droit pénal international « Claude Lombois » (janvier 2014, 2017).
- CAPA à l'École des avocats du grand ouest – EDAGO (sept. 2013, sept. 2014).
- Jury CRFPA – IEJ de Nantes (2019, 2020)
- Evalueur pour le prix de thèse « Emile Garçon », décerné par l'AFDP (mai 2012, nov. 2016).